

L'enquête est déjà faite : pour embaucher il faut respecter les hospitalier-es !

Le constat est visible partout. Nous assistons à une majoration de la fuite des personnels dans les hôpitaux publics comme privés non lucratifs et privés et les structures du médico-social. On a échappé au numéro vert ! Le gouvernement va ... « lancer une enquête » !!

Cette situation dramatique entraîne des fermetures de lits et de services. Heures supplémentaires imposées, surcharge de travail, changements d'horaires, difficultés à avoir ses congés : le manque de personnel en poste est une préoccupation majeure de nos collègues au quotidien.

Cette situation est ancienne mais est majorée par l'incurie de la gestion de crise Covid et les réponses misérables du Ségur. La pénurie de personnel a franchi une étape supplémentaire cet été. Cela s'est illustré par des fermetures en cascade des SAU, entraînant une réduction de l'accès aux soins pour les patients

Cette crise profonde qui concerne une majorité des métiers de l'hôpital entraîne un cercle vicieux, ne permettant plus par exemple à de nombreux aides-soignants d'accéder à la promotion professionnelle en Institut de Formation en Soins Infirmiers car ils ne peuvent plus être déchargés de leur travail.

Si des directions hospitalières essaient de mettre en place des propositions qui se veulent attractives pour embaucher, elles n'ont que des effets à la marge. Cela augmente la concurrence entre établissements autour des embauches, et cela casse encore davantage l'égalité entre les salarié-es de même statut ou convention.

Cette pénurie de personnels, niée par le pouvoir en place, est notamment l'illustration de l'échec du Ségur. Rappelons les propos d'Olivier Veran cet été : "Je n'ai pas d'indicateurs attestant d'une fuite d'une fuite de l'hôpital". Si le 27 octobre dernier, sous pression médiatique, Monsieur Veran consent enfin à admettre dans Libération qu'il y a un problème. Il ne lui aura pas fallu longtemps pour le minimiser. En effet, face aux

parlementaires il s'est empressé de remettre en cause les chiffres apportés par M. Delfraissy, pourtant président de son conseil scientifique et du CNNE.

De qui se moque-t-on ?

La fédération SUD Santé Sociaux a déjà des solutions, à mettre en place au plus vite :

Conditions de vie

- Places de crèches adaptées aux horaires décalés, ouvertes le weekend
- Augmentation du nombre de jours de repos

Salaires

- 400 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous
- SMIC à 1700 euros nets

Logement

- Nous devons pouvoir nous loger et loger nos familles près de nos lieux de travail !
 - Augmentation du parc de logement social
 - Aide à la rénovation des logements anciens

Promotion professionnelle

- Plus de places en promo pro avec accès financé,
- Salaire social pour les étudiants paramédicaux
- Formation professionnelle adaptée, accès des formations qualifiantes

Sens du métier

- Réunions institutionnelles ouvertes à tous et toutes
- Du temps pour être auprès des patients
- Titularisation et CDIisation de tous les contrats précaires

